
Projet QC-2014-01

Normes EOP-005-2 – Remise en charge du réseau à partir de ressources à démarrage autonome et EOP-006-2 – Coordination de la remise en charge du réseau

1. ÉVALUATION DE LA PERTINENCE

Une panne électrique de grande envergure peut avoir des conséquences importantes sur le plan économique et humain. Bien que le réseau soit exploité de façon à éviter les pannes, des plans et procédures bien définies doivent être disponibles pour en atténuer les effets. Les normes EOP (Emergency Preparedness and Operations) reconnaissent que malgré tous les efforts déployés pour maintenir la fiabilité du réseau, des plans et mesures doivent être en place pour faire face aux situations d'urgence.

Les normes EOP-005-2 (Remise en charge du réseau à partir de ressources à démarrage autonome) et EOP-006-2 (Coordination de la remise en charge du réseau) traitent spécifiquement des plans de remise en charge du réseau suite à une panne majeure d'une partie ou de la totalité du *système de production-transport d'électricité*. Ces normes permettent la remise en charge du réseau de manière contrôlée et assurent la coordination des plans entre toutes les entités impliquées. Elles donnent l'assurance que ces entités ont des plans et qu'elles connaissent bien leurs rôles et responsabilités afin d'éviter toute confusion et ainsi de remettre en charge le réseau de façon sécuritaire et dans les meilleurs délais.

La nature organisationnelle de l'industrie de l'électricité au Québec fait en sorte que dans l'application de ces normes¹ seule Hydro-Québec, de par ses divisions TransÉnergie et Production, sera visée. Le nombre d'intervenants contribuant au processus de remise en charge est donc limité. Il n'en demeure pas moins que ces normes représentent les meilleures pratiques de l'industrie et qu'elles permettent de s'assurer que tout est mis en place pour atténuer les conséquences d'une panne majeure.

2. PRÉREQUIS À L'ADOPTION

Aucun.

¹ Les entités remplissant une ou plusieurs fonctions identifiées dans la section « Applicabilité » de la norme pourraient tout de même avoir à démontrer que les exigences ne s'appliquent pas dans le cadre d'un éventuel audit. Voir la section « Applicabilité » du présent document pour plus de détails.

3. MODIFICATIONS À D'AUTRES NORMES OU AUX DÉFINITIONS DU GLOSSAIRE

3.1. Normes ou exigences à retirer lors de l'entrée en vigueur :

Aucune.

3.2. Nouvelles définitions à ajouter au glossaire :

Terme	Acronyme	Définition
Ressource à démarrage autonome		<p>Un groupe de production, et son ensemble d'équipements associés, qui a la capacité d'être démarré sans contribution du <i>réseau</i> ou qui est conçu pour demeurer alimenté sans raccordement au reste du <i>réseau</i>, avec la capacité d'alimenter une barre, et respectant les besoins en capacité de puissance active et réactive, et en réglage de la fréquence et de la tension du plan de remise en charge de l'<i>exploitant de réseau de transport</i> et qui a été inclus au plan de remise en charge de l'<i>exploitant de réseau de transport</i>.</p> <p>(Blackstart Resource)</p> <p>Source : Glossaire des termes en usage dans les normes de fiabilité (NERC)</p>

3.3. Définitions à retirer du glossaire :

Terme	Acronyme	Définition
Plan de capacité de démarrage autonome (des groupes de production)		<p>Procédure écrite qui indique comment faire passer un groupe de production ou une centrale d'un état d'arrêt complet à un état de fonctionnement permettant la livraison d'électricité sans l'assistance du réseau électrique. Cette procédure ne constitue qu'une partie du plan global de remise en charge du réseau.</p> <p>(Blackstart Capability Plan)</p> <p>Source : Glossaire des termes en usage dans les normes de fiabilité (NERC)</p>

4. APPLICABILITÉ

Exigences	Fonctions visées				
	Coordonnateur de la fiabilité	Exploitant de réseau de transport	Exploitant d'installation de production	Propriétaire d'installation de transport ²	Distributeur ²
EOP-005-2		X	X	X	X
E1 à E10		X			
E11				X	X
E12		X			
E13		X	X		
E14 à E18			X		
EOP-006-2	X				
E1 à E10	X				

Comme l'indique le tableau ci-dessus, la norme EOP-005 s'applique principalement à l'*exploitant de réseau de transport* (TOP) et aux *exploitants d'installation de production* (GOP). Il est important de noter que les exigences E14 à E17 spécifient que seuls les GOP qui ont des *ressources à démarrage autonome* sont visés. Une *ressource à démarrage autonome* est définie comme un groupe de production qui a la capacité de redémarrer sans un apport électrique externe en cas de panne et qui est inclus au plan de remise en charge du TOP. Conséquemment, seuls les GOP qui ont un ou des groupes de production identifiés au plan de remise en charge du TOP sont visés par les exigences E14 à E17. Les groupes de production reconnus comme *ressources à démarrage autonome* sont également identifiés au Registre des entités visées.

Par ailleurs, l'exigence E18 a été écrite de façon générale dans le but de laisser la latitude nécessaire au coordonnateur de la fiabilité (RC) qui, dans l'application de l'exigence E10 de la norme EOP-006, doit inclure les GOP à ses exercices de remise en charge qu'ils aient ou non des *ressources à démarrage autonome*. De façon réciproque, l'exigence E18 demande donc au GOP de participer aux exercices tel que requis par le RC. Cependant, l'exigence E10 de la norme EOP-006 spécifie tout de même que le RC doit exiger la participation des GOP qui sont inclus au plan de remise en charge du TOP. Il n'est donc pas prévu que le RC exige la participation de GOP qui ne sont pas impliqués dans le plan de remise en charge.

Pour ces raisons, seule Hydro-Québec TransÉnergie dans ses fonctions de RC, TOP et TO, et seule Hydro-Québec Production dans sa fonction de GOP sont visés par les normes EOP-005-2 et EOP-006-2 au Québec. Cependant, les entités remplissant une ou plusieurs fonctions identifiées dans la section « Applicabilité » de la norme pourraient tout de même avoir à démontrer que les exigences ne s'appliquent pas dans le cadre d'un éventuel audit. Le Registre des entités visées pourra alors servir à démontrer, le cas échéant, que votre organisation ne possède pas d'actifs requis pour la remise en charge. La direction Contrôle des mouvements d'énergie d'Hydro-Québec TransÉnergie, dans ses

² Seuls les *propriétaires d'installation de transport* et les *distributeurs* identifiés au plan de remise en charge du TOP sont visés par la norme. Les installations requises pour la remise en charge sont identifiées au Registre des entités visées.

fonctions de TOP et de RC, pourra également fournir des attestations indiquant que les plans de remise en charge ne prévoient pas l'utilisation d'autres installations que celles d'Hydro-Québec.

5. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES POUR LE QUÉBEC (ANNEXES QC)

Aucune disposition particulière.

6. DATES D'ENTRÉE EN VIGUEUR PROPOSÉES

Le délai accordé aux entités américaines lors de l'approbation de ces normes aux États-Unis était de 24 mois. L'entrée en vigueur avait été fixée au 1er juillet 2013.

Toutefois, Hydro-Québec applique déjà ces normes de façon volontaire depuis leur entrée en vigueur. Ainsi, dans un scénario de rattrapage³ des versions en vigueur aux États-Unis et dans les provinces voisines, le Coordonnateur de la fiabilité propose une entrée en vigueur rapide de ces normes au Québec.

Norme	Date d'entrée en vigueur aux États-Unis	Date d'entrée en vigueur proposée au Québec	Justification
EOP-005-2	2013-07-01	Le premier jour du premier trimestre civil suivant l'adoption de la norme par la Régie de l'énergie.	Uniformisation des pratiques avec les autres juridictions.
EOP-006-2	2013-07-01	Le premier jour du premier trimestre civil suivant l'adoption de la norme par la Régie de l'énergie.	Uniformisation des pratiques avec les autres juridictions.

7. ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DE L'IMPACT

Cette section présente une évaluation préliminaire de l'impact de l'application des normes sur les entités visées par celle-ci.

Sommaire des impacts

EOP-005-2

	Faible	Modéré	Important
Implantation de la norme		X	
Maintien de la norme		X	
Suivi de la conformité		X	

EOP-006-2

	Faible	Modéré	Important
Implantation de la norme		X	
Maintien de la norme		X	
Suivi de la conformité		X	

³ Le Coordonnateur de la fiabilité propose, dans la mesure du possible, une approche visant à avoir les mêmes versions en vigueur que nos voisins dans une optique d'uniformisation des pratiques et de coordination fiable et efficace.

Légende :

- Faible :** Pratique normale de l'industrie ou norme n'entraînant que des ajustements mineurs aux processus ou aux pratiques en place.
- Modéré :** Changement qui nécessite d'allouer certaines ressources matérielles, humaines ou financières pour implanter, maintenir ou assurer le suivi de la conformité à la norme proposée.
- Important :** Changement qui nécessite de prévoir et d'allouer des ressources matérielles, humaines ou financières important pour planifier et réaliser l'implantation, le maintien ou le suivi de la conformité à la norme proposée.

8. ÉVALUATION DE L'IMPACT

Section à compléter à la réception des formulaires d'évaluation de l'impact et à la conclusion du processus de consultation préalable au dépôt des normes à la Régie de l'énergie.

A. Introduction

- 1. Titre :** Remise en charge du réseau à partir de ressources à démarrage autonome
- 2. Numéro :** EOP-005-2
- 3. Objet :** Donner l'assurance que les plans, les *installations* et le personnel sont prêts pour la remise en charge du *réseau* à partir de *ressources à démarrage autonome* de telle sorte que la fiabilité est maintenue pendant la remise en charge et que la priorité est donnée au rétablissement de l'*Interconnexion*.
- 4. Applicabilité :**
 - 4.1.** *Exploitants de réseau de transport*
 - 4.2.** *Exploitants d'installation de production*
 - 4.3.** *Propriétaires d'installation de transport* désignés dans le plan de remise en charge de l'*exploitant de réseau de transport*
 - 4.4.** *Distributeurs* désignés dans le plan de remise en charge de l'*exploitant de réseau de transport*
- 5. Date d'entrée en vigueur proposée :** Vingt-quatre mois après le premier jour du premier trimestre civil suivant l'approbation réglementaire applicable. Dans les territoires où aucune approbation réglementaire n'est requise, toutes les exigences entrent en vigueur vingt-quatre mois après l'adoption par le conseil d'administration de la NERC.

B. Exigences

- E1.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir un plan de remise en charge approuvé par son *coordonnateur de la fiabilité*. Le plan de remise en charge doit permettre la remise en charge du *réseau* de l'*exploitant de réseau de transport* après une *perturbation* pendant laquelle une ou plusieurs zones du *système de production-transport d'électricité* tombent en panne et que l'utilisation des *ressources à démarrage autonome* est requise pour remettre en charge la zone en panne, jusqu'au point où le choix de la *charge* suivante à réalimenter n'est plus dicté par le besoin de contrôler la fréquence ou la tension indépendamment du fait que la *ressource à démarrage autonome* soit située ou non à l'intérieur du *réseau* de l'*exploitant de réseau de transport*. Le plan de remise en charge doit comprendre : [*Facteur de risque de la non-conformité : élevé*] [*Horizon de temps = planification de l'exploitation*]
 - E1.1.** des stratégies de remise en charge du *réseau* qui sont coordonnées avec la stratégie de haut niveau du *coordonnateur de la fiabilité* pour le rétablissement de l'*Interconnexion*;
 - E1.2.** une description de la manière dont toutes les *ententes* ou toutes les procédures ou protocoles établis d'un commun accord relativement aux exigences d'alimentation électrique hors site des centrales nucléaires, y compris les priorités de remise en charge, seront respectés pendant la remise en charge du *réseau*;
 - E1.3.** des procédures de rétablissement des interconnexions avec les autres *exploitants de réseau de transport* sous la direction du *coordonnateur de la fiabilité*;
 - E1.4.** l'identification de chaque *ressource à démarrage autonome* et de ses caractéristiques comprenant, sans s'y limiter, les éléments suivants : le nom de la *ressource à démarrage autonome*, l'emplacement, la capacité en mégawatt et en mégavar et le type de groupe de production;

- E1.5.** l'identification des *chemins de démarrage* et les exigences des manœuvres initiales entre chaque *ressource à démarrage autonome* et le(s) groupe(s) de production à démarrer;
- E1.6.** l'identification de limites d'exploitation acceptables, en tension et en fréquence, pendant la remise en charge;
- E1.7.** des *processus d'exploitation* pour rétablir les connexions à l'intérieur du *réseau* de l'*exploitant de réseau de transport* pour les zones qui ont été remises en charge et qui sont prêtes pour la reconnexion;
- E1.8.** des *processus d'exploitation* pour réalimenter les *charges* requises pour la remise en charge du *réseau*, tels les services auxiliaires des postes, les groupes à redémarrer ou à stabiliser, la *charge* nécessaire pour stabiliser la production et la fréquence, et fournir un contrôle de la tension;
- E1.9.** des *processus d'exploitation* pour restituer l'autorité au *responsable de l'équilibrage* conformément aux critères du *coordonnateur de la fiabilité*.
- E2.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit fournir aux entités identifiées dans son plan de remise en charge approuvé, une description de tout changement apporté à leurs rôles et à leurs tâches spécifiques avant la date d'entrée en vigueur du plan. [*Facteur de risque de la non-conformité : faible*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]
- E3.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit, annuellement, revoir son plan de remise en charge et le soumettre à son *coordonnateur de la fiabilité*, selon un calendrier préétabli d'un commun accord. [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]
- E3.1.** S'il n'y a pas de changement au plan de remise en charge soumis précédemment, l'*exploitant de réseau de transport* doit confirmer annuellement à son *coordonnateur de la fiabilité*, selon un calendrier préétabli, qu'il a revu son plan de remise en charge et qu'aucun changement n'était nécessaire. (Retrait approuvé par la FERC effectif le 21 janvier 2014.)
- E4.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit mettre à jour son plan de remise en charge à l'intérieur de 90 jours civils après avoir identifié toute modification permanente non planifiée au *réseau*, ou avant de mettre en œuvre une modification planifiée au *système de production-transport d'électricité*, qui serait susceptible de changer la mise en œuvre de son plan de remise en charge. [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]
- E4.1.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit soumettre son plan de remise en charge révisé à son *coordonnateur de la fiabilité* pour approbation à l'intérieur de la même période de 90 jours civils.
- E5.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir un exemplaire de son plus récent plan de remise en charge approuvé par son *coordonnateur de la fiabilité* dans ses *salles de commande* principales et de relève, de façon à ce qu'il soit disponible pour tous ses *répartiteurs*, avant sa date d'entrée en vigueur. [*Facteur de risque de la non-conformité : faible*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]

- E6.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit vérifier, par l'analyse d'événements réels, par des simulations en régimes permanent et dynamique, ou par des essais que son plan de remise en charge produit les résultats escomptés. Cette vérification doit être faite au minimum une fois tous les cinq ans. De tels analyses, simulations ou essais doivent vérifier : [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification à long terme*]
- E6.1.** La capacité des *ressources à démarrage autonome* de répondre aux exigences en puissance réelle et en puissance réactive des *chemins de démarrage* et leur capacité dynamique d'alimenter les *charges* initiales;
- E6.2.** L'emplacement et l'ampleur des *charges* requises pour contrôler les tensions et la fréquence à l'intérieur des limites d'exploitation acceptables;
- E6.3.** La capacité des ressources de production requises pour contrôler les tensions et la fréquence à l'intérieur des limites d'exploitation acceptables.
- E7.** À la suite d'une *perturbation* pendant laquelle une ou plusieurs zones du système de *production-transport d'électricité* tombent en panne et que l'utilisation des *ressources à démarrage autonome* est requise pour remettre en charge la zone en panne, chaque *exploitant de réseau de transport* touché doit mettre en œuvre son plan de remise en charge. Si le plan de remise en charge ne peut pas être exécuté comme prévu, l'*exploitant de réseau de transport* doit utiliser ses stratégies de remise en charge pour faciliter la remise en charge. [*Facteur de risque de la non-conformité : élevé*] [*Horizon de temps : exploitation en temps réel*]
- E8.** À la suite d'une *perturbation* pendant laquelle une ou plusieurs zones du système de *production-transport d'électricité* tombent en panne et que l'utilisation des *ressources à démarrage autonome* est requise pour remettre en charge la zone en panne, l'*exploitant de réseau de transport* doit resynchroniser la ou les zones avec l'*exploitant de réseau de transport* des zones voisines seulement avec l'autorisation du *coordonnateur de la fiabilité* ou conformément aux procédures établies par le *coordonnateur de la fiabilité* . [*Facteur de risque de la non-conformité : élevé*] [*Horizon de temps : exploitation en temps réel*]
- E9.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir des exigences d'essais pour vérifier que chaque *ressource à démarrage autonome* est capable de satisfaire aux exigences de son plan de remise en charge. Ces exigences d'essai des *ressources à démarrage autonome* doivent comprendre : [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]
- E9.1.** la fréquence des essais de telle façon que chaque *ressource à démarrage autonome* est mise à l'essai au moins une fois toutes les trois années civiles;
- E9.2.** une liste des essais requis, incluant :
- E9.2.1.** la capacité de démarrer le groupe lorsqu'il est isolé sans l'aide du *système de production-transport d'électricité*, ou lorsqu'il est conçu pour demeurer alimenté sans connexion au reste du *réseau*;
- E9.2.2.** la capacité d'alimenter un jeu de barres. S'il n'est pas possible d'alimenter un jeu de barres durant l'essai, l'entité qui effectue l'essai doit affirmer que le groupe possède la capacité d'alimenter un jeu de barres, en vérifiant que la bobine du relais de fermeture du disjoncteur peut être alimentée lorsque les dispositifs de surveillance de contrôle de la tension et de la fréquence sont débranchés des circuits de synchronisation;

E9.3. la durée minimale de chacun des essais requis.

E10. Chaque *exploitant de réseau de transport* doit inclure à l'intérieur de son programme de formation d'exploitation, une formation annuelle sur la remise en charge du *réseau* pour ses *répartiteurs* afin d'assurer la bonne exécution de son plan de remise en charge. Ce programme de formation doit inclure une formation sur les points suivants : [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]

E10.1. le plan de remise en charge du *réseau* incluant la coordination avec le *coordonnateur de la fiabilité* et les *exploitants d'installation de production* désignés dans le plan de remise en charge;

E10.2. les priorités pour la remise en charge;

E10.3. l'établissement des *chemins de démarrage*;

E10.4. la synchronisation (des parties réalimentées du *réseau*).

E11. Chaque *exploitant de réseau de transport*, chaque *propriétaire d'installation de transport* concerné, et chaque *distributeur* concerné doivent fournir au moins deux heures de formation sur la remise en charge du *réseau*, toutes les deux années civiles, à leur opérateur de terrain identifié pour exécuter les tâches uniques associées au plan de remise en charge de l'*exploitant de réseau de transport* qui ne font pas partie de ses tâches normales. [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]

E12. Chaque *exploitant de réseau de transport* doit participer aux entraînements, exercices ou simulations de remise en charge comme requis par son *coordonnateur de la fiabilité*. [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]

E13. Chaque *exploitant de réseau de transport* et chaque *exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doit avoir des *ententes* ou des protocoles ou des procédures rédigés d'un commun accord, précisant les modalités et les conditions de leur arrangement. De telles *ententes* doivent inclure les références aux exigences d'essai des *ressources à démarrage autonome*. [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]

E14. Chaque *exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doit avoir des procédures documentées par écrit pour le démarrage de chaque *ressource à démarrage autonome* et pour alimenter un jeu de barres. [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]

E15. Chaque *exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doit aviser son *exploitant de réseau de transport* de n'importe quel changement connu aux capacités de cette *ressource à démarrage autonome*, affectant l'aptitude à répondre au plan de remise en charge de l'*exploitant de réseau de transport*, dans les 24 heures suivant un tel changement. [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]

E16. Chaque *exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doit la soumettre à des essais, et tenir des relevés de ces essais, conformément aux exigences d'essai établies par l'*exploitant de réseau de transport* pour vérifier que la *ressource à démarrage autonome* peut fonctionner comme spécifié dans le plan de remise en charge. [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]

- E16.1.** Les relevés d'essais doivent inclure au minimum : le nom de la *ressource à démarrage autonome*, le groupe mis à l'essai, la date de l'essai, la durée de l'essai, le temps requis pour démarrer le groupe, le signalement de toute exigence d'essai non respectée selon l'exigence E9.
- E16.2.** Chaque *exploitant d'installation de production* doit fournir les résultats d'essai de démarrage autonome à l'intérieur de 30 jours civils suivant une demande de son *coordonnateur de la fiabilité* ou de son *exploitant de réseau de transport*.
- E17.** Chaque *exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doit fournir au minimum deux heures de formation, toutes les deux années civiles, à chacun de ses opérateurs responsables du démarrage de ses groupes de production de sa *ressource à démarrage autonome* et d'alimenter un jeu de barres. Ce programme de formation doit inclure une formation sur les points suivants : [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]
- E17.1.** le plan de remise en charge du *réseau*, incluant la coordination avec l'*exploitant de réseau de transport*;
- E17.2.** les procédures documentées par écrit selon l'exigence E14.
- E18.** Chaque *exploitant d'installation de production* doit participer aux entraînements, aux exercices, ou aux simulations de remise en charge du *coordonnateur de la fiabilité*. [*Facteur de risque de la non-conformité : moyen*] [*Horizon de temps : planification de l'exploitation*]

C. Mesures

- M1.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir un plan de remise en charge du *réseau* daté, documenté, établi conformément à l'exigence E1 qui a été approuvé par son *coordonnateur de la fiabilité*, tel que montré dans les documents d'approbation de son *coordonnateur de la fiabilité*.
- M2.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir les pièces justificatives, comme les courriels avec accusé de réception ou les reçus de courrier recommandé, attestant qu'il a fourni aux entités identifiées dans son plan de remise en charge approuvé, une description de n'importe quel changement apporté à leurs rôles et à leurs tâches spécifiques avant la date de mise en vigueur du plan, conformément à l'exigence E2.
- M3.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir les documents, comme les fiches de contrôle datées avec signature, les historiques des révisions, les courriels avec accusé de réception ou les reçus de courrier recommandé, attestant qu'il a révisé annuellement et soumis le plan de remise en charge d'*exploitant de réseau de transport* à son *coordonnateur de la fiabilité*, conformément à l'exigence E3.
- M4.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir les documents, comme les fiches de contrôle datées avec signature, les historiques des révisions, les courriels avec accusé de réception ou les reçus de courrier recommandé, attestant qu'il a mis à jour son plan de remise en charge et l'a soumis à son *coordonnateur de la fiabilité*, conformément à l'exigence E4.
- M5.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir les documents attestant qu'il a rendu disponible une copie de son dernier plan de remise en charge approuvé par son *coordonnateur de la fiabilité* dans ses *salles de commande* principales et de relève et à ses *répartiteurs*, avant sa date de mise en œuvre, conformément à l'exigence E5.

- M6.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir les documents, comme les résultats des écoulements de puissance, attestant qu'il a vérifié que son dernier plan de remise en charge produit les résultats escomptés, conformément à l'exigence E6.
- M7.** S'il s'est produit une *perturbation* ayant entraîné l'utilisation des *ressources à démarrage autonome* pour remettre en charge une zone en panne du *système de production-transport d'électricité*, chaque *exploitant de réseau de transport* impliqué doit avoir les pièces justificatives, comme les enregistrements vocaux, les courriels, les imprimés d'ordinateur datés, ou les journaux d'exploitation, attestant qu'il a mis en œuvre son plan de remise en charge ou les stratégies du plan de remise en charge, conformément à l'exigence E7.
- M8.** S'il s'est produit une *perturbation* ayant entraîné l'utilisation des *ressources à démarrage autonome* pour remettre en charge la zone en panne du *système de production-transport d'électricité*, chaque *exploitant de réseau de transport* impliqué dans un tel événement doit avoir les pièces justificatives, comme les enregistrements vocaux, les courriels, les imprimés d'ordinateur datés, ou les journaux d'exploitation, attestant qu'il a resynchronisé les zones en panne, conformément à l'exigence E8.
- M9.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir documenté par écrit ses exigences d'essai pour les *ressources à démarrage autonome*, conformément à l'exigence E9.
- M10.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir, sous forme électronique ou papier, un exemplaire du matériel du programme de formation sur la remise en charge fourni à ses *répartiteurs* pour la formation sur la remise en charge du *réseau*, conformément à l'exigence E10.
- M11.** Chaque *exploitant de réseau de transport*, chaque *propriétaire d'installation de transport* concerné et chaque *distributeur* concerné doit avoir, sous forme électronique ou papier, une copie du matériel du programme de formation dispensée à leur opérateur de terrain pour la remise en charge du *réseau* et les dossiers de formation correspondants, incluant les dates et la durée de la formation, conformément à l'exigence E11.
- M12.** Chaque *exploitant de réseau de transport* doit avoir les pièces justificatives, comme les dossiers de formation, attestant qu'il a participé aux entraînements, aux exercices ou aux simulations de remise en charge comme requis par son *coordonnateur de la fiabilité*, conformément à l'exigence E12.
- M13.** Chaque *exploitant de réseau de transport* et chaque *exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doit avoir les versions datées des *ententes* ou des protocoles ou procédures rédigés d'un commun accord, conformément à l'exigence E13.
- M14.** Chaque *exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doit avoir en dossier les versions datées des procédures documentées par écrit pour le démarrage de chaque groupe et pour l'alimentation d'un jeu de barres, conformément à l'exigence E14.
- M15.** Chaque *exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doit fournir les pièces justificatives, comme les courriels avec accusé de réception ou les reçus de courrier recommandé, attestant qu'il a avisé son *exploitant de réseau de transport* de n'importe quel changement connu aux capacités de sa *ressource à démarrage autonome* à l'intérieur des vingt-quatre heures suivant ces changements, conformément à l'exigence E15.

M16. Chaque *exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doit maintenir les documents datés des résultats d'essai de sa *ressource à démarrage autonome* et doit avoir les pièces justificatives, comme les courriels avec accusé de réception ou les reçus de courrier recommandé, attestant qu'il a fourni ces documents à son *coordonnateur de la fiabilité* et à son *exploitant de réseau de transport* lorsque demandé, conformément à l'exigence E16.

M17. Chaque *exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doit avoir, sous forme électronique ou papier, un exemplaire du matériel du programme de formation fourni à son personnel d'exploitation responsable du démarrage et de la synchronisation des groupes de production de sa *ressource à démarrage autonome*, et un exemplaire daté de ses dossiers de formation, incluant les dates et la durée de la formation, attestant qu'il a fourni cette formation, conformément à l'exigence E17.

M18. Chaque *exploitant d'installation de production* doit avoir les pièces justificatives, comme les dossiers de formation datés, attestant qu'il a participé aux entraînements, aux exercices ou aux simulations de remise en charge comme il est requis de le faire par son *coordonnateur de la fiabilité*, conformément à l'exigence E18.

D. Conformité

1. Processus de surveillance de la conformité

1.1. Responsable de la surveillance de l'application des normes

Entité régionale

1.2. Périodicité de la surveillance de la conformité et délai de retour en conformité

Sans objet

1.3. Processus de surveillance et de mise en application des normes

Audits de conformité

Déclarations sur la conformité

Contrôles ponctuels

Enquêtes sur les non-conformités

Déclarations volontaires

Plaintes

1.4. Conservation des données

L'*exploitant de réseau de transport* doit conserver les données ou les pièces justificatives attestant sa conformité telles qu'identifiées ci-dessous, à moins que son *responsable de la surveillance et de l'application des normes* lui ordonne de conserver des pièces justificatives spécifiques pour une plus longue période dans le cadre d'une enquête :

- le plan de remise en charge approuvé et tout plan de remise en charge en vigueur depuis le dernier audit de conformité pour l'exigence E1, mesure M1;
- la description fournie aux entités identifiées dans son plan de remise en charge approuvé de n'importe quel changement apporté à leurs rôles et à leurs tâches spécifiques, avant la date de mise en œuvre du plan, pour l'année civile en cours et pour les trois années précédentes, pour l'exigence E2, mesure M2;

- la soumission du plan de remise en charge de l'*exploitant de réseau de transport* révisé annuellement à son *coordonnateur de la fiabilité*, pour l'année civile en cours et pour les trois années civiles précédentes pour l'exigence E3, mesure M3;
- la soumission de toutes les versions d'un plan de remise en charge mis à jour à son *coordonnateur de la fiabilité*, pour l'année civile en cours et pour les trois années précédentes, pour l'exigence E4, mesure M4;
- le plan en application de remise en charge approuvé par le *coordonnateur de la fiabilité* et tout plan de remise en charge pour les trois dernières années civiles, rendus disponibles dans ses *salles de commande* pour l'exigence E5, mesure M5;
- les résultats de vérification pour le plan en application de remise en charge approuvé et le plan de remise en charge précédent approuvé, pour l'exigence E6, mesure M6;
- la mise en œuvre de son plan de remise en charge ou de ses stratégies de remise en charge, à chaque occasion pour les trois dernières années civiles où une *perturbation* a nécessité l'utilisation des *ressources à démarrage autonome* pour remettre en charge une zone en panne du *système de production-transport d'électricité*, pour l'exigence E7, mesure M7;
- la resynchronisation des zones en panne, à chaque occasion pour les trois dernières années civiles où une *perturbation* a nécessité l'utilisation des *ressources à démarrage autonome* pour remettre en charge une zone en panne du *système de production-transport d'électricité*, pour l'exigence E8, mesure M8;
- le processus de vérification et les résultats pour les exigences actuelles d'essai des *ressources à démarrage autonome* et pour les dernières exigences d'essai précédentes, pour l'exigence E9, mesure M9;
- le matériel du programme ou les descriptions des programmes de formation actuels, pour trois années civiles, pour l'exigence E10, mesure M10;
- les relevés de participation à tous les entraînements, les exercices ou les simulations de remise en charge requis par le *coordonnateur de la fiabilité* depuis le dernier audit de conformité ainsi que pour la période visée par l'audit de conformité précédent, pour l'exigence E12, mesure M12.

Si un *exploitant de réseau de transport* est jugé non conforme à n'importe laquelle des exigences, il doit conserver l'information relative à la non-conformité jusqu'à ce qu'il soit de nouveau jugé conforme.

L'*exploitant de réseau de transport*, le *propriétaire d'installation de transport* concerné et le *distributeur* concerné doivent conserver les données ou les pièces justificatives attestant la conformité telles qu'identifiées ci-dessous, à moins que leur *responsable de la surveillance de l'application des normes* leur ordonne de conserver des pièces justificatives spécifiques pour une plus longue période dans le cadre d'une enquête :

- le matériel ou les descriptions des programmes de formation et les dossiers actuels de formation pour trois années civiles, pour l'exigence E11, mesure M11.

Si un *exploitant de réseau de transport*, un *propriétaire d'installation de transport* concerné ou un *distributeur* concerné est jugé non conforme à n'importe laquelle des exigences, il doit conserver l'information relative à la non-conformité jusqu'à ce qu'il soit de nouveau jugé conforme.

L'*exploitant de réseau de transport* et l'*exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doivent conserver les données ou les pièces justificatives attestant la conformité telles qu'identifiées ci-dessous, à moins que leur *responsable de la surveillance de l'application des normes* leur ordonne de conserver des pièces justificatives spécifiques pour une plus longue période, dans le cadre d'une enquête :

- les *ententes* actuelles de *ressource à démarrage autonome* et toute autre *entente* ou tout autre procédure ou autre protocole rédigé d'un commun accord en vigueur depuis le dernier audit de conformité, pour l'exigence E13, mesure M13.

L'*exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* doit conserver les données ou les pièces justificatives attestant la conformité telles qu'identifiées ci-dessous, à moins que son *responsable de la surveillance de l'application des normes* lui ordonne de conserver des pièces justificatives spécifiques pour une plus longue période, dans le cadre d'une enquête :

- la documentation actuelle et toute autre documentation en vigueur depuis son dernier audit de conformité portant sur les procédures pour démarrer chaque *ressource à démarrage autonome* et pour l'alimentation de jeu de barres, pour l'exigence E14, mesure M14;
- les avis à son *exploitant de réseau de transport* de n'importe quel changement connu aux capacités de sa *ressource à démarrage autonome* au cours des trois dernières années civiles, pour l'exigence E15, mesure M15;
- les résultats d'essai de vérification pour l'ensemble actuel des exigences d'essai et pour l'ensemble précédent pour ses *ressources à démarrage autonome*, pour l'exigence E16, mesure M16;
- le matériel du programme actuel de formation et les dossiers actuels de formation pour trois années civiles, pour l'exigence E17, mesure M17.

Si un *exploitant d'installation de production* ayant une *ressource à démarrage autonome* est jugé non conforme à n'importe laquelle des exigences, il doit conserver l'information relative à la non-conformité jusqu'à ce qu'il soit de nouveau jugé conforme.

L'*exploitant d'installation de production* doit conserver les données ou les pièces justificatives attestant la conformité telles qu'identifiées ci-dessous, à moins que son *responsable de la surveillance de l'application des normes* lui ordonne de conserver des pièces justificatives spécifiques pour une plus longue période, dans le cadre d'une enquête :

- les relevés de participation à tous les entraînements, les exercices ou les simulations de remise en charge requis par le *coordonnateur de la fiabilité* depuis son dernier audit de conformité, pour l'exigence E18, mesure M18.

Si un *exploitant d'installation de production* est jugé non conforme à n'importe laquelle des exigences, il doit conserver l'information relative à la non-conformité jusqu'à ce qu'il soit de nouveau jugé conforme.

Le *responsable de la surveillance et de l'application des normes* doit conserver les dossiers du dernier audit et tous les dossiers d'audits demandés et soumis subséquemment.

1.5. Autres informations sur la conformité

Aucune

2. Niveaux de gravité de la non-conformité (VSL)

Exigence#	Faible	Modéré	Élevé	Critique
E1.	L'exploitant de réseau de transport a un plan approuvé, mais ne s'est pas conformé à une des sous-exigences de l'exigence.	L'exploitant de réseau de transport a un plan approuvé, mais ne s'est pas conformé à deux des sous-exigences de l'exigence.	L'exploitant de réseau de transport a un plan approuvé, mais ne s'est pas conformé à trois des sous-exigences de l'exigence.	L'exploitant de réseau de transport n'a pas de plan de remise en charge approuvé.
E2.	<p>L'exploitant de réseau de transport n'a pas fourni à l'une des entités identifiées dans son plan de remise en charge approuvé une description de tout changement apporté à leurs rôles et à leurs tâches spécifiques avant la date de mise en œuvre du plan.</p> <p>OU</p> <p>L'exploitant de réseau de transport a fourni l'information à toutes les entités, mais avec un retard d'au plus 30 jours civils.</p>	<p>L'exploitant de réseau de transport n'a pas fourni à deux des entités identifiées dans son plan de remise en charge approuvé une description de tout changement apporté à leurs rôles et à leurs tâches spécifiques avant la date de mise en œuvre du plan.</p> <p>OU</p> <p>L'exploitant de réseau de transport a fourni l'information à toutes les entités, mais avec un retard de plus de 30, mais d'au plus 60 jours civils.</p>	<p>L'exploitant de réseau de transport n'a pas fourni à trois des entités identifiées dans son plan de remise en charge approuvé une description de tout changement apporté à leurs rôles et à leurs tâches spécifiques avant la date de mise en œuvre du plan.</p> <p>OU</p> <p>L'exploitant de réseau de transport a fourni l'information à toutes les entités, mais avec un retard de plus de 60, mais d'au plus 90 jours civils.</p>	<p>L'exploitant de réseau de transport n'a pas fourni à au moins quatre des entités identifiées dans son plan de remise en charge approuvé une description de tout changement apporté à leurs rôles et à leurs tâches spécifiques avant la date de mise en œuvre du plan.</p> <p>OU</p> <p>L'exploitant de réseau de transport a fourni l'information à toutes les entités, mais avec un retard de plus de 90 jours civils.</p>
E3.	L'exploitant de réseau de transport a soumis le plan de remise en charge révisé ou confirmé l'absence de changement avec un retard d'au plus 30 jours civils sur le calendrier préétabli.	L'exploitant de réseau de transport a soumis le plan de remise en charge révisé ou confirmé l'absence de changement avec un retard de plus de 30, mais d'au plus 60 jours civils sur le calendrier préétabli.	L'exploitant de réseau de transport a soumis le plan de remise en charge révisé ou confirmé l'absence de changement avec un retard de plus de 60, mais d'au plus 90 jours civils sur le calendrier préétabli.	L'exploitant de réseau de transport a soumis le plan de remise en charge révisé ou confirmé l'absence de changement avec un retard de plus de 90 jours civils sur le calendrier préétabli.

Exigence#	Faible	Modéré	Élevé	Critique
E4.	L'exploitant de réseau de transport n'a pas mis à jour et n'a pas soumis au <i>coordonnateur de la fiabilité</i> son plan de remise en charge dans un délai d'au plus 90 jours civils après une modification non planifiée.	L'exploitant de réseau de transport n'a pas mis à jour et n'a pas soumis au <i>coordonnateur de la fiabilité</i> son plan de remise en charge dans un délai de plus de 90, mais d'au plus 120 jours civils après une modification non planifiée.	L'exploitant de réseau de transport n'a pas mis à jour et n'a pas soumis au <i>coordonnateur de la fiabilité</i> son plan de remise en charge dans un délai de plus de 120, mais d'au plus 150 jours civils après une modification non planifiée.	L'exploitant de réseau de transport n'a pas mis à jour et n'a pas soumis au <i>coordonnateur de la fiabilité</i> son plan de remise en charge dans un délai de 150 jours civils après une modification non planifiée. OU L'exploitant de réseau de transport n'a pas mis à jour et n'a pas soumis au <i>coordonnateur de la fiabilité</i> son plan de remise en charge avant de mettre en œuvre une modification planifiée du <i>système de production-transport d'électricité</i> .
E5.	Sans objet	Sans objet	Sans objet	L'exploitant de réseau de transport n'a pas rendu disponible le plus récent plan de remise en charge approuvé par son <i>coordonnateur de la fiabilité</i> dans ses <i>salles de commande</i> principales et de relève avant sa date de mise en œuvre.

Exigence#	Faible	Modéré	Élevé	Critique
E6.	L'exploitant de réseau de transport a effectué la vérification à l'intérieur de l'horizon de temps requis, mais ne s'est pas conformé à une des sous-exigences.	L'exploitant de réseau de transport a effectué la vérification à l'intérieur de l'horizon de temps requis, mais ne s'est pas conformé à deux des sous-exigences.	L'exploitant de réseau de transport a effectué la vérification, mais ne l'a pas complétée à l'intérieur de la période de cinq années civiles	<p>L'exploitant de réseau de transport n'a pas effectué la vérification ou il a pris plus de six années civiles pour compléter la vérification.</p> <p>OU</p> <p>L'exploitant de réseau de transport a effectué la vérification dans les délais prescrits, mais ne s'est conformé à aucune des sous-exigences.</p>
E7.	Sans objet	Sans objet	Sans objet	L'exploitant de réseau de transport n'a pas mis en œuvre son plan de remise en charge à la suite d'une perturbation ayant nécessité l'utilisation des ressources à démarrage autonome pour remettre en charge la zone en panne du système de production-transport d'électricité. Ou, si le plan de remise en charge ne pouvait pas être exécuté comme prévu, l'exploitant de réseau de transport n'a pas utilisé les stratégies de ce plan de remise en charge pour faciliter la remise en charge.

Exigence#	Faible	Modéré	Élevé	Critique
E8.	Sans objet	Sans objet	Sans objet	<i>L'exploitant de réseau de transport a resynchronisé sans l'approbation du coordonnateur de la fiabilité ou d'une façon non conforme aux procédures établies par le coordonnateur de la fiabilité, après une perturbation pour laquelle les ressources à démarrage autonome ont été utilisées dans la remise en charge de la zone en panne du système de production-transport d'électricité.</i>
E9.	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Les exigences d'essai des <i>ressources à démarrage autonome</i> de l' <i>exploitant de réseau de transport</i> ne respectent pas une ou plusieurs des sous-exigences de l'exigence E9.
E10.	La formation de l' <i>exploitant de réseau de transport</i> ne respecte pas une des sous-exigences de l'exigence E10.	La formation de l' <i>exploitant de réseau de transport</i> ne respecte pas deux des sous-exigences de l'exigence E10.	La formation de l' <i>exploitant de réseau de transport</i> ne respecte pas au moins trois des sous-exigences de l'exigence E10.	<i>L'exploitant de réseau de transport</i> n'a pas inclus de formation sur la remise en charge du <i>réseau</i> dans son programme de formation d'exploitation.

Exigence#	Faible	Modéré	Élevé	Critique
E11.	L'exploitant de réseau de transport, le propriétaire d'installation de transport concerné ou le distributeur concerné n'a pas formé 10 % ou moins du personnel visé par l'exigence E11 à l'intérieur d'une période de deux années civiles.	L'exploitant de réseau de transport, le propriétaire d'installation de transport concerné ou le distributeur concerné a formé plus de 10 %, mais 25 % ou moins du personnel visé par l'exigence E11 à l'intérieur d'une période de deux années civiles.	L'exploitant de réseau de transport, le propriétaire d'installation de transport concerné ou le distributeur concerné a formé plus de 25 %, mais 50 % ou moins du personnel visé par l'exigence E11 à l'intérieur d'une période de deux années civiles.	L'exploitant de réseau de transport, le propriétaire d'installation de transport concerné ou le distributeur concerné n'a pas formé plus de 50 % du personnel visé par l'exigence E11 à l'intérieur d'une période de deux années civiles.
E12.	Sans objet	Sans objet	Sans objet	L'exploitant de réseau de transport ne s'est pas conformé à une demande de participation de son coordonnateur de la fiabilité.
E13.	Sans objet	L'exploitant de réseau de transport et l'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome ne font pas références aux exigences d'essai des ressources à démarrage autonome dans leurs ententes ou leurs procédures ou protocoles rédigés d'un commun accord.	Sans objet	L'exploitant de réseau de transport et l'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome n'ont pas d'entente ou de procédure ou de protocole rédigé d'un commun accord.
E14.	Sans objet	Sans objet	Sans objet	L'exploitant d'installation de production n'a pas de procédures documentées pour le démarrage et l'alimentation d'un jeu de barres pour chaque ressource à démarrage autonome.

Exigence#	Faible	Modéré	Élevé	Critique
E15.	L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome n'a pas avisé son exploitant de réseau de transport d'un changement à la capacité de la ressource affectant son aptitude à répondre au plan de remise en charge de l'exploitant de réseau de transport dans les 24 heures, mais a donné cet avis à l'intérieur de 48 heures.	L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome n'a pas avisé son exploitant de réseau de transport d'un changement à la capacité de la ressource affectant son aptitude à répondre au plan de remise en charge de l'exploitant de réseau de transport dans les 24 heures, mais a donné cet avis à l'intérieur de 72 heures.	L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome n'a pas avisé son exploitant de réseau de transport d'un changement à la capacité de la ressource affectant son aptitude à répondre au plan de remise en charge de l'exploitant de réseau de transport dans les 24 heures, mais a donné cet avis à l'intérieur de 96 heures.	L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome n'a pas avisé son exploitant de réseau de transport d'un changement à la capacité de la ressource affectant son aptitude à répondre au plan de remise en charge de l'exploitant de réseau de transport après plus de 96 heures.
E16.	L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome n'a pas maintenu de relevés d'essais pour une des exigences pour les ressources à démarrage autonome. Ou il n'a pas fourni les résultats d'essai des ressources en démarrage autonome comme requis à l'intérieur de 59 jours civils de la demande.	L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome n'a pas maintenu de relevés d'essais pour deux des exigences pour les ressources à démarrage autonome. Ou il n'a pas fourni les résultats d'essai des ressources en démarrage autonome comme requis entre les 60 ^{ième} et 89 ^{ième} jours civils de la demande.	L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome n'a pas maintenu de relevés d'essais pour trois des exigences pour les ressources à démarrage autonome. Ou il n'a pas fourni les résultats d'essai des ressources en démarrage autonome comme requis entre les 90 ^{ième} et 119 ^{ième} jours civils de la demande.	L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome n'a pas maintenu de relevés d'essais pour les ressources à démarrage autonome. Ou il n'a pas fourni les résultats d'essai comme requis après plus 120 jours civils de la demande.

Exigence#	Faible	Modéré	Élevé	Critique
E17.	<i>L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome n'a pas formé 10 % ou moins du personnel visé par l'exigence E17 à l'intérieur d'une période de deux années civiles.</i>	<i>L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome a formé plus de 10 %, mais 25 % ou moins du personnel visé par l'exigence E17 à l'intérieur d'une période de deux années civiles.</i>	<i>L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome a formé plus de 25 %, mais 50 % ou moins du personnel visé par l'exigence E17 à l'intérieur d'une période de deux années civiles.</i>	<i>L'exploitant d'installation de production ayant une ressource à démarrage autonome n'a pas formé plus de 50 % du personnel visé par l'exigence E17 à l'intérieur d'une période de deux années civiles.</i>
E18.	Sans objet	Sans objet	Sans objet	<i>L'exploitant d'installation de production ne s'est pas conformé à une demande de participation du coordonnateur de la fiabilité.</i>

E. Différences régionales

Aucune

Historique des versions

Version	Date	Intervention	Suivi des modifications
0	1 ^{er} avril 2005	Date d'entrée en vigueur	Nouvelle
0	8 août 2005	Suppression du mot « proposed » dans la date d'entrée en vigueur	Erratum
1	2 mai 2007	Approbation par le conseil d'administration de la NERC	Révisée
2	À déterminer	Révisions d'après le projet 2006-03	Mise à jour des exigences d'essai Intégration de l'annexe 1 aux exigences Mise à jour des sections Mesures et Conformité en fonction des nouvelles exigences
2	5 août 2009	Approbation par le conseil d'administration de la NERC	Révisée
2	17 mars 2011	Ordonnance de la FERC approuvant la norme EOP-005-2 (approbation en vigueur le 23 mai 2011)	
2	7 février 2013	E3.1 et les éléments associés approuvés par le conseil d'administration de la NERC pour retrait dans le cadre du projet « Paragraph 81 (Project 2013-02) » après l'approbation réglementaire applicable.	
2	1 juillet 2013	Mise à jour des « VRF » et « VSL » selon l'approbation du 24 juin 2013	
2	21 novembre 2013	E3.1 et les éléments associés approuvés par la FERC pour retrait dans le cadre du projet « Paragraph 81 (Project 2013-02) ».	

Annexe QC-EOP-005-2
Dispositions particulières de la norme EOP-005-2 applicables au Québec

Cette annexe établit les dispositions particulières d'application de la norme au Québec. Les dispositions de la norme et de son annexe doivent obligatoirement être lues conjointement pour fins de compréhension et d'interprétation. En cas de divergence entre la norme et l'annexe, l'annexe aura préséance.

A. Introduction

- 1. Titre :** Remise en charge du réseau à partir de ressources à démarrage autonome
- 2. Numéro :** EOP-005-2
- 3. Objet :** Aucune disposition particulière
- 4. Applicabilité :** Aucune disposition particulière
- 5. Date d'entrée en vigueur :**
 - 5.1.** Adoption de la norme par la Régie de l'énergie : le xx mois 201x
 - 5.2.** Adoption de l'annexe par la Régie de l'énergie : le xx mois 201x
 - 5.3.** Date d'entrée en vigueur de la norme et de l'annexe au Québec : le xx mois 201x

B. Exigences

Aucune disposition particulière

C. Mesures

Aucune disposition particulière

D. Conformité

- 1. Processus de surveillance de la conformité**
 - 1.1. Responsable de la surveillance de l'application des normes**

La Régie de l'énergie est responsable, au Québec, de la surveillance de l'application de la norme de fiabilité et de son annexe qu'elle adopte.
 - 1.2. Périodicité de la surveillance de la conformité et délai de retour en conformité**

Aucune disposition particulière
 - 1.3. Processus de surveillance et de mise en application des normes**

Aucune disposition particulière
 - 1.4. Conservation des données**

Aucune disposition particulière
 - 1.5. Autres informations sur la conformité**

Aucune disposition particulière

Norme EOP-005-2 — Remise en charge du réseau à partir de ressources à démarrage autonome

Annexe QC-EOP-005-2

Dispositions particulières de la norme EOP-005-2 applicables au Québec

2. Niveaux de gravité de la non-conformité (VSL)

Aucune disposition particulière

E. Différences régionales

Aucune disposition particulière

Historique des révisions

Révision	Date d'adoption	Intervention	Suivi des modifications
0	xx mois 201x	Nouvelle annexe	Nouvelle